



# Rencontre territoriale de lutte contre la pauvreté en Corse

Le 22 octobre 2013

Eléments de diagnostic



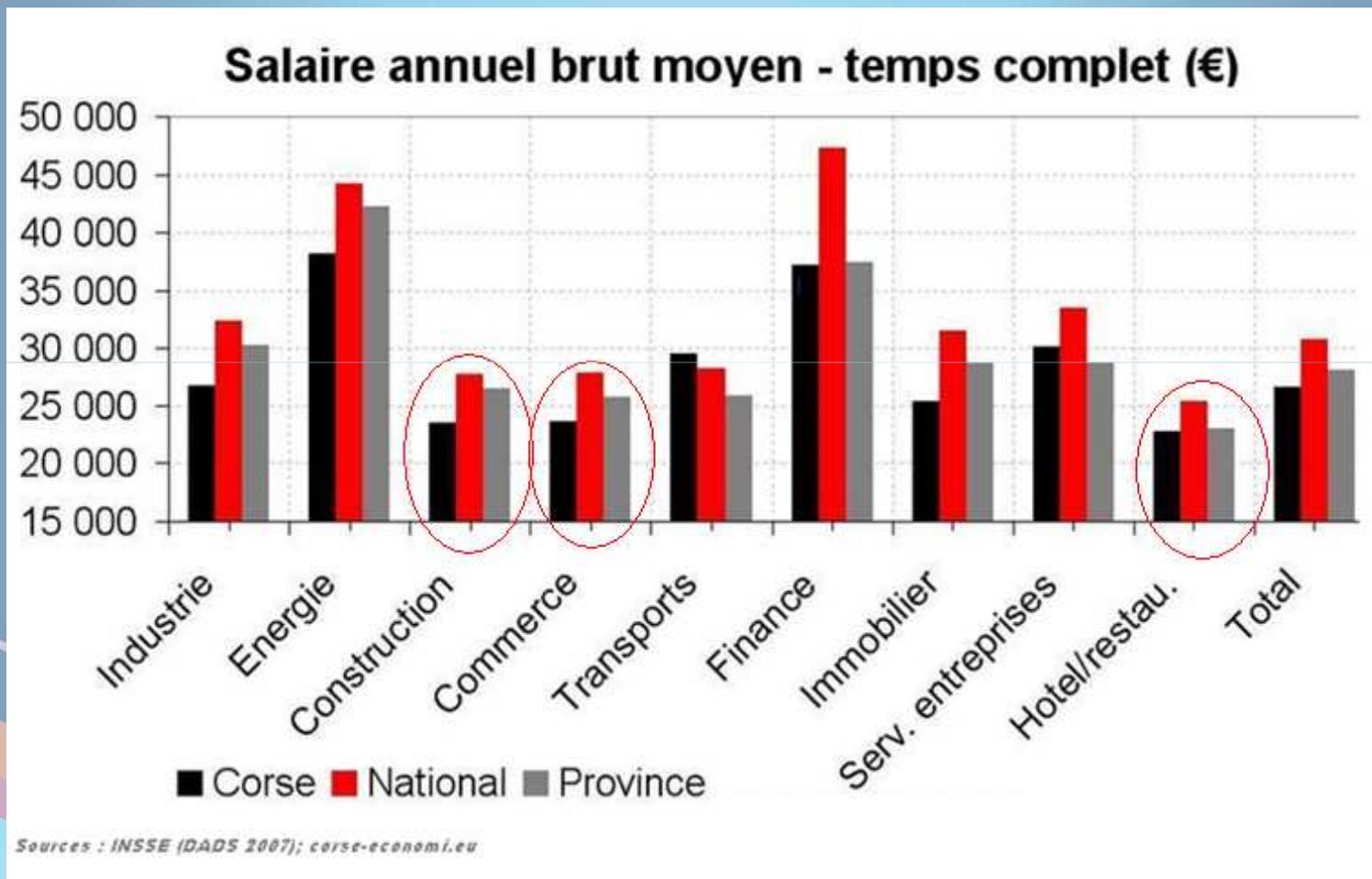
# Sommaire

- I. Le contexte économique
- II. Les paradoxes de la pauvreté en Corse
- III. Les spécificités de cette pauvreté
- IV. Au-delà de la pauvreté monétaire...
- V. Des acteurs associatifs nombreux mobilisés  
mais fragiles
- VI. Politiques mises en œuvre

## Contexte économique

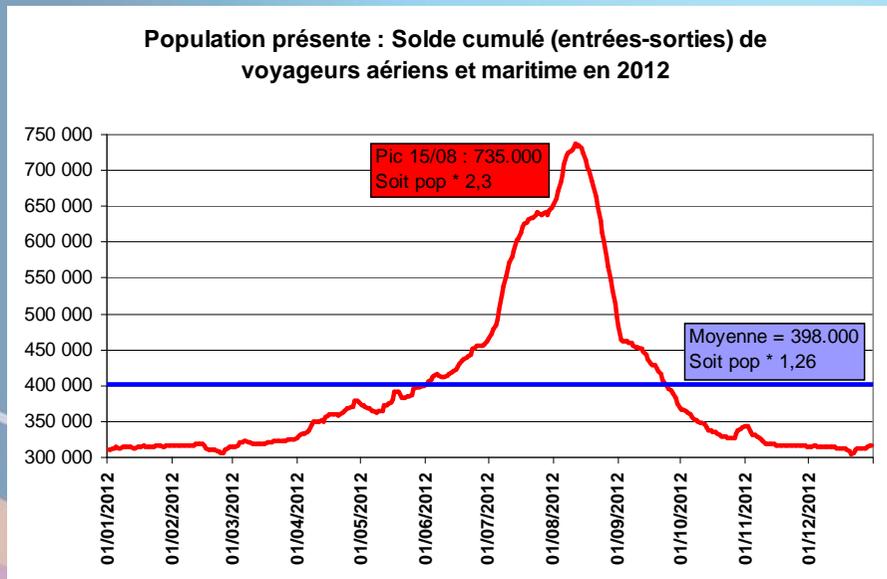
- Une économie insulaire dynamique marquée par une forte tertiarisation et une prépondérance de très petites entreprises.
- Une économie très fortement résidentielle (85%) qui a contribué à la croissance économique à l'aide des migrations (augmentation de la population de 19 % depuis 10 ans)
- Un emploi public qui représente plus du tiers des salariés
- Un moteur de croissance important depuis 10 ans : la construction
- Un moteur externe de croissance : le tourisme (incluant les emplois liés au tourisme dans le commerces et les services)
- Une économie relativement protégée des effets directs de la crise économique

## Une spécialisation sectorielle orientée vers des secteurs peu rémunérateurs

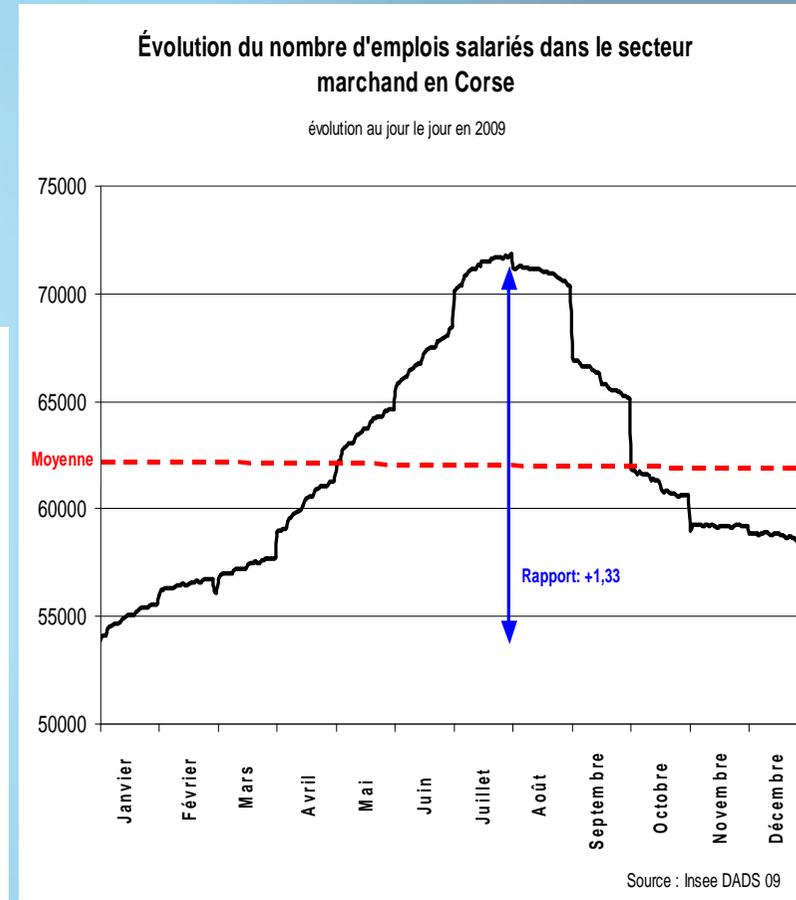


## Une économie fortement saisonnière

- **Le tourisme**, secteur important de l'économie insulaire, est à l'origine de **19 % de l'emploi salarié privé** de l'île



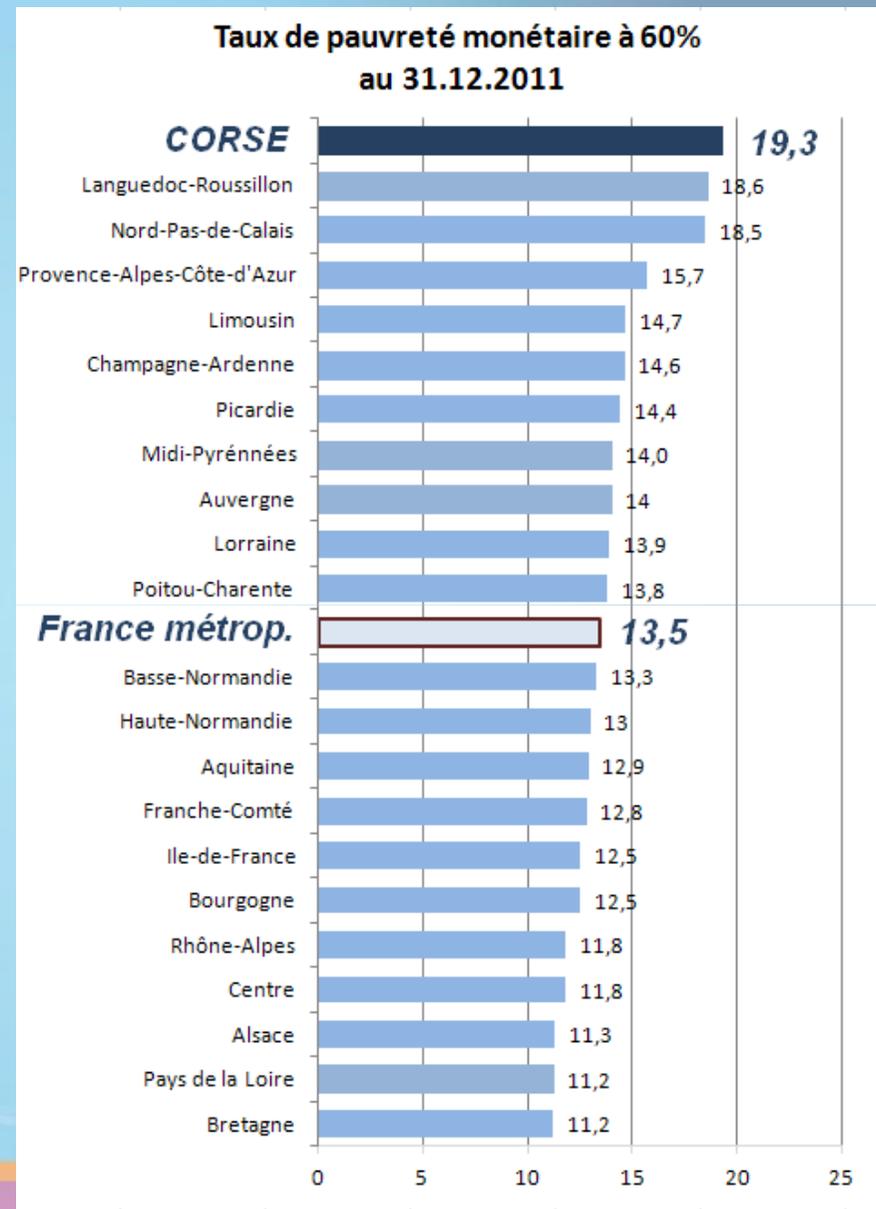
Source ORTC



Source : Insee DADS 09

# Paradoxes

1 personne sur 5 vit sous le seuil de pauvreté



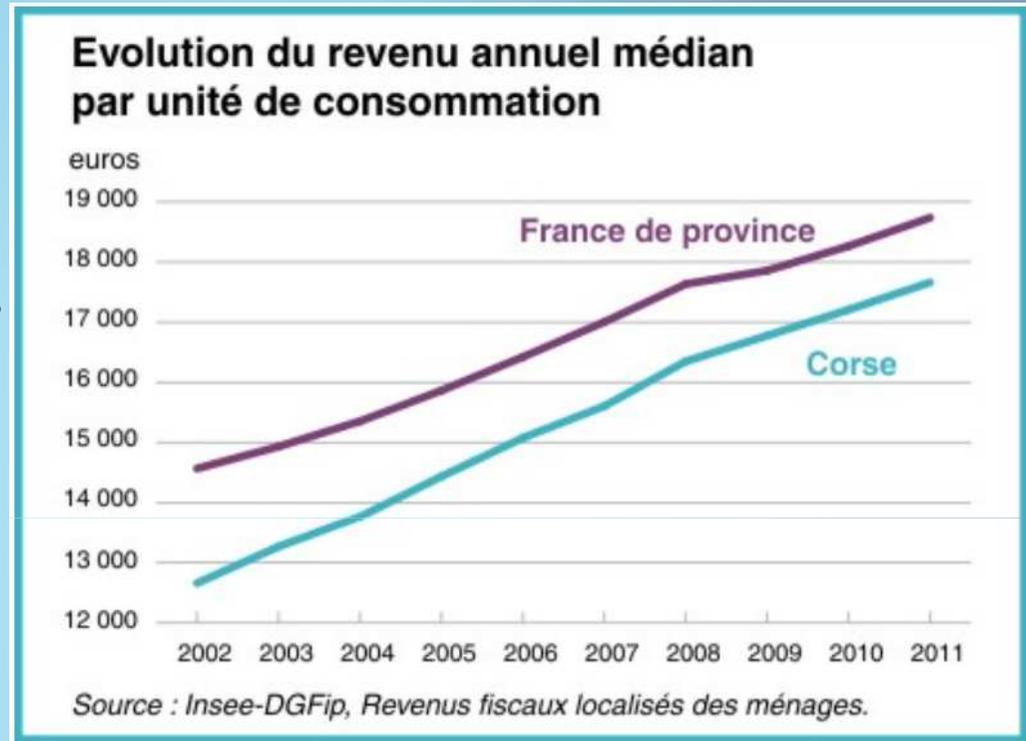
## L'écart de revenu avec le niveau national se réduit

### Paradoxes

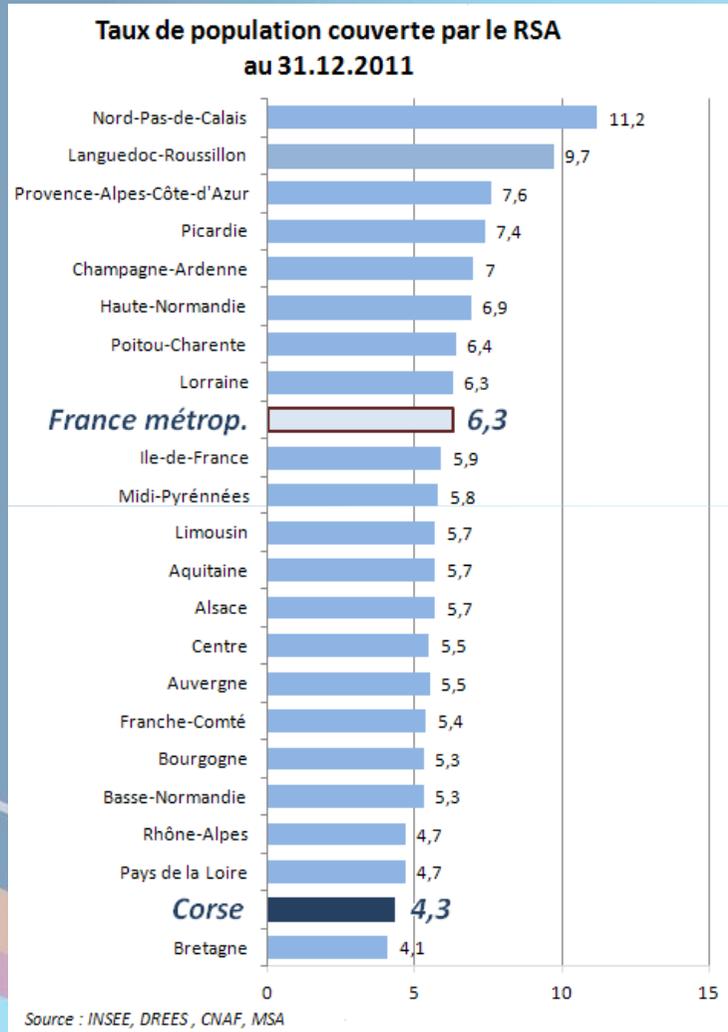
- Un écart de revenu médian des ménages entre la Corse et le national réduit de moitié en 10 ans.
- L'île reste parmi les trois dernières régions françaises

#### Des disparités régionales marquées

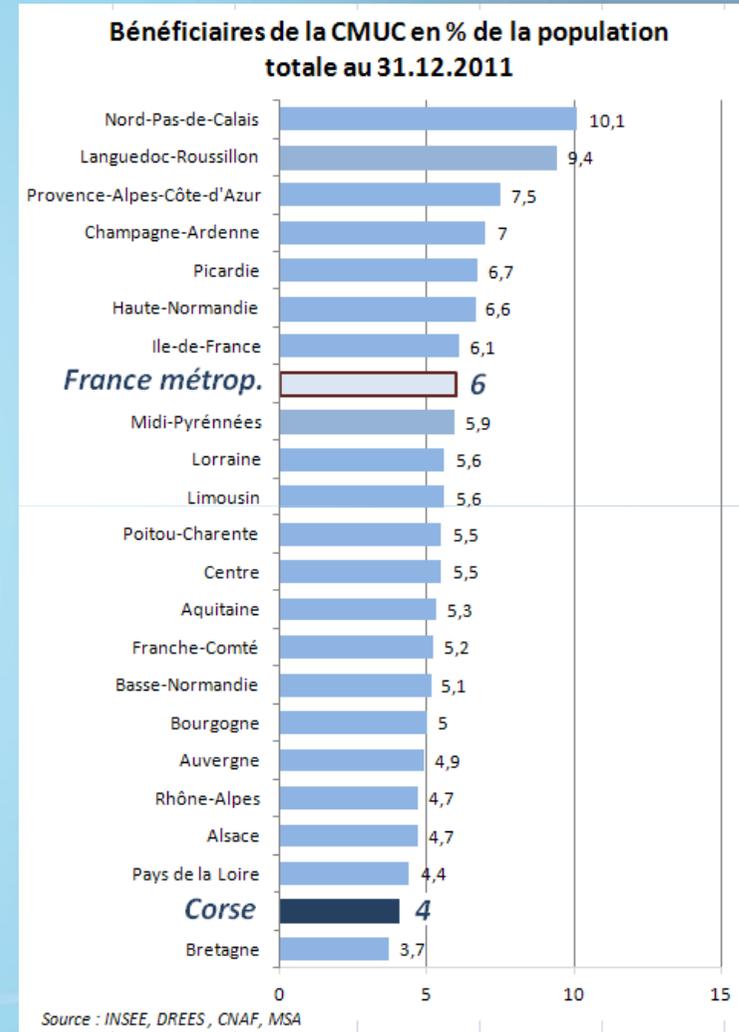
- Un écart important entre les revenus les plus faibles et les plus élevés.
- Un éventail des revenus plus large en Haute-Corse.
- Les revenus les plus élevés dans les bassins de vie de Grosseto-Prugna (Porticcio) et d'Ajaccio
- les revenus les plus faibles dans les bassins de vie de Ghisonaccia et de Propriano, territoires où les pensions représentent près du tiers des revenus.



## 4,3 % de bénéficiaires du RSA

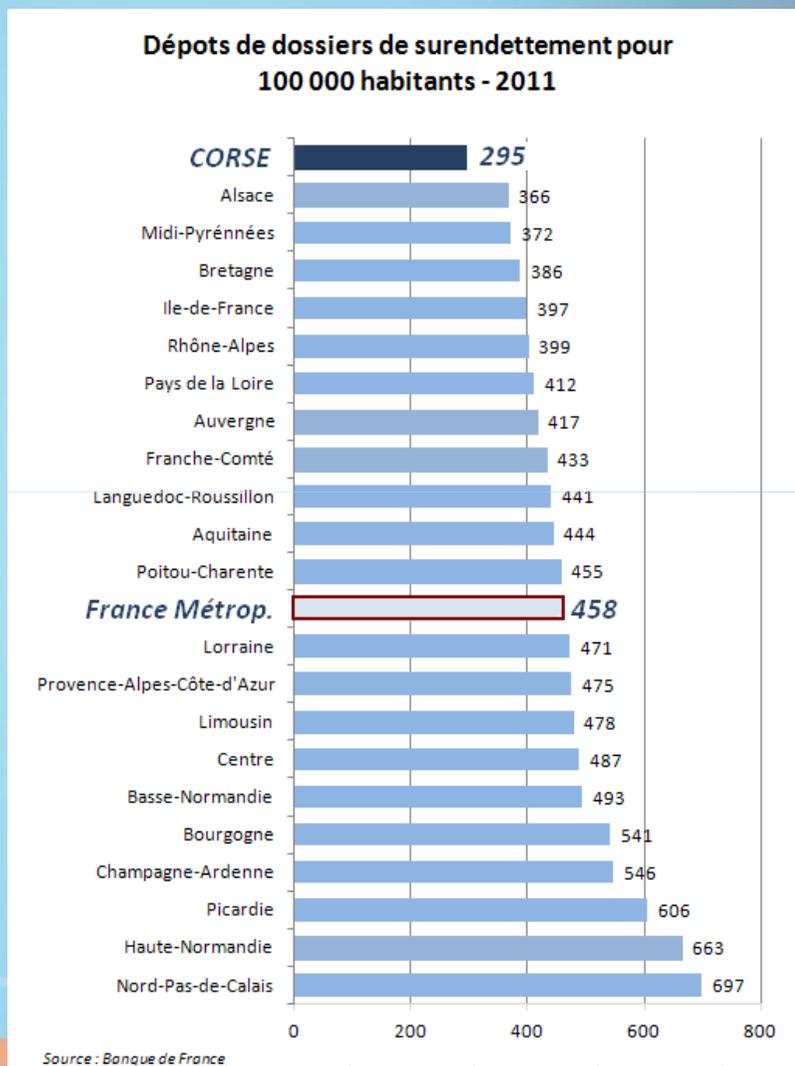


## 4 % de la population couverte par la CMUC



... et le plus bas taux de dépôts de dossiers de surendettement

Paradoxes



# Spécificités démographiques

## Jeunes

- Près d'1 jeune de moins de 19 ans sur 4 vit sous le seuil de pauvreté (1 sur 5 au niveau national)
- 55 % des jeunes de 20 à 24 ans vivent chez leurs parents (42 % au niveau national)

### *Des jeunes insulaires moins scolarisés et moins diplômés qu'au niveau national*

- 13 % des 15 à 29 ans sortis du système scolaire sont sans diplôme (8 % au niveau national)
- 19 % des 15 à 24 ans sortis du système scolaire sont « non-insérés »

## Les femmes

**Des emplois moins rémunérés car sur-représentés dans des types d'emploi peu rémunérateurs (notamment des postes d'employé)**

→ 15 600 € annuels contre 17 100 € au niveau national, et 19 400 € pour les hommes en Corse

**Un taux d'activité des femmes très bas : 61 % (contre 68 % au niveau national)**

→ Malgré un fort effet de rattrapage sur les 20 dernières années : aujourd'hui les femmes représentent 45 % de la population active contre seulement 25 % il y a un quart de siècle

→ La faible activité passée se traduit aujourd'hui par de faibles droits aux pensions de retraite

→ Phénomène renforcé par une espérance de vie plus élevée que les hommes

**29 % des femmes seules vivent sous le seuil de pauvreté en Corse en 2009**

→ Contre 17 % des femmes au niveau national

→ Contre 24 % des hommes seuls en Corse (17 % au niveau national)

## Les femmes / monoparentalité

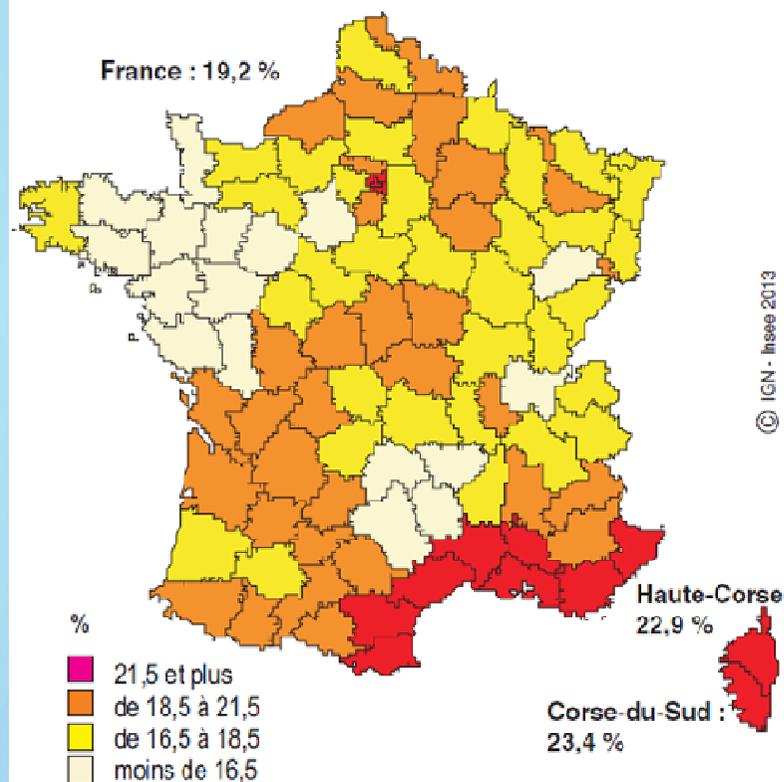
Le taux de famille monoparentale en Corse est supérieur au national

- Taux de pauvreté des familles monoparentales : 30 %
- 13 % des ménages sont constitués de familles monoparentales avec enfant(s) de moins de 25 ans (11 % au niveau national)

**16 000 enfants** vivent au sein de ces familles monoparentales (23 % des enfants contre 19 % au national)

### Les enfants de familles monoparentales plus nombreux dans les départements du Sud-Est et en Île-de-France

Proportion d'enfants vivant dans une famille monoparentale parmi l'ensemble des enfants de moins de 25 ans en 2009



Source : Insee, Recensement de la population 2009.

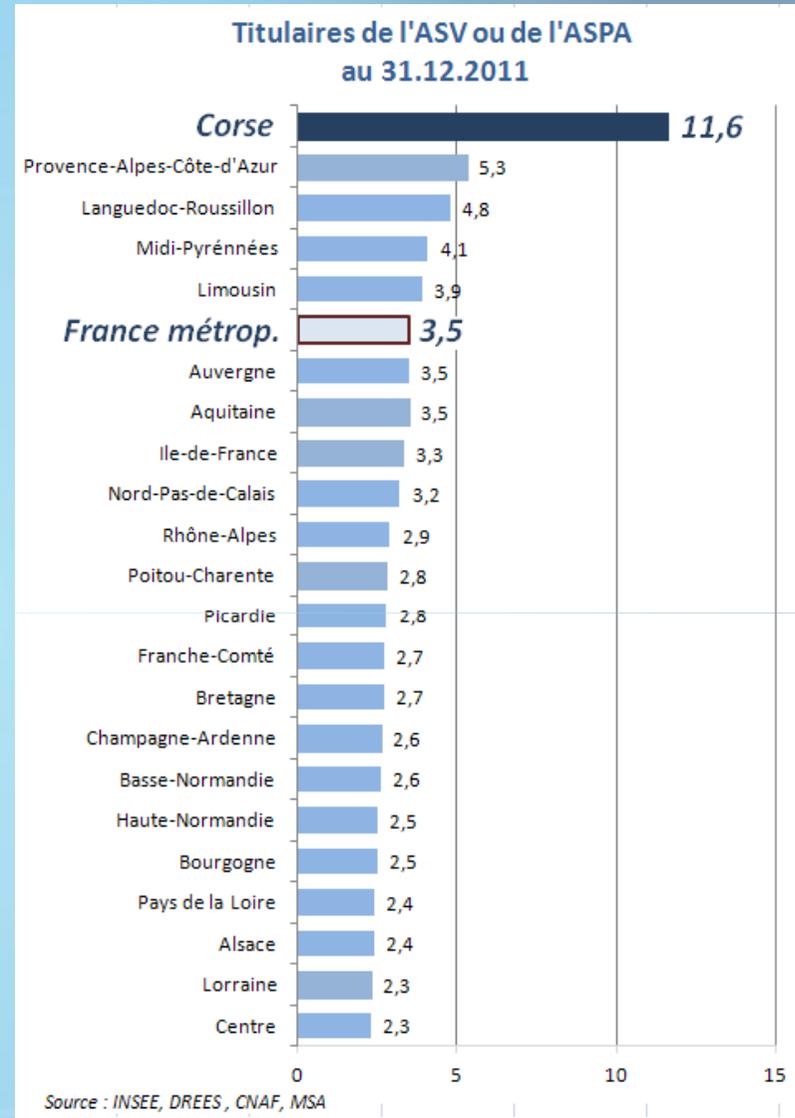
# Spécificités démographiques

## Les personnes âgées

-Les personnes âgées représentent **1 personne sur 4** en Corse (4<sup>ème</sup> région)

-Le taux de **pauvreté des plus de 65 ans est 2 fois plus élevé** en Corse qu'au niveau national (19 % en 2010 contre 9 %)

-Près de 12 % des personnes âgées sont allocataires de minimum vieillesse - taux **ASV/ASPA 4 fois supérieur au niveau national**



# Spécificités démographiques

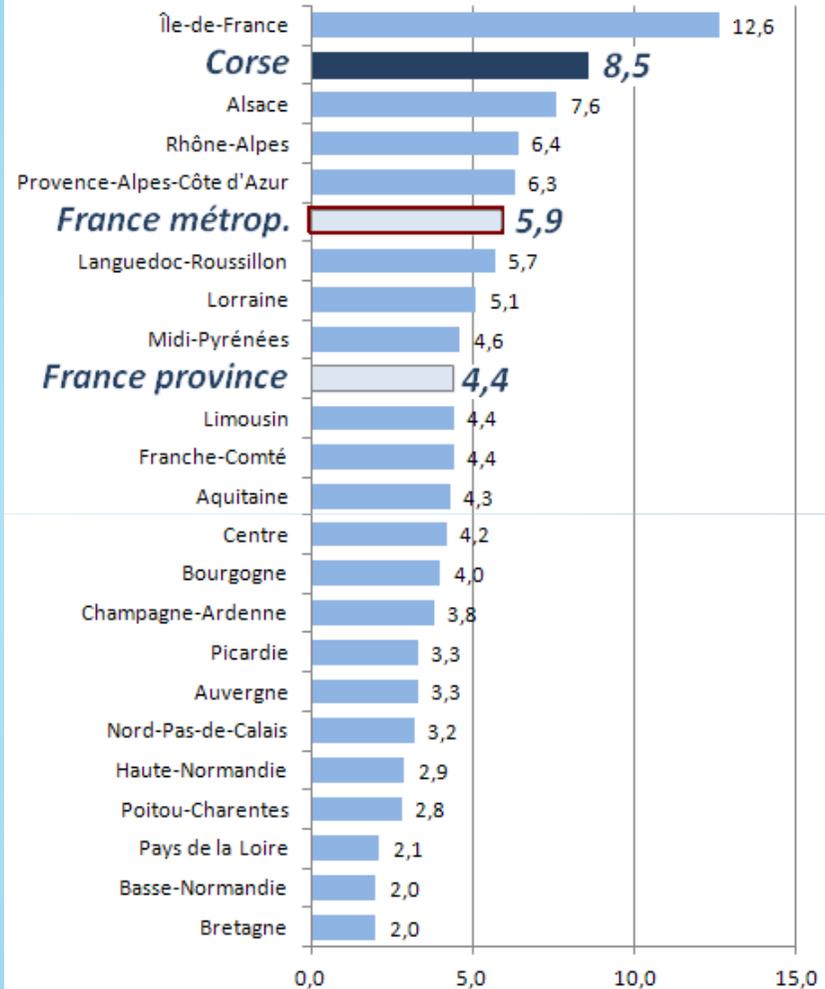
## Population étrangère

La Corse est la **2<sup>ème</sup>** région métropolitaine à accueillir des étrangers

Les étrangers représentent **8,5 %** de la population totale

- Taux d'activité féminin 33 %
- Part importante d'ouvriers (près de 50%)

Part des étrangers dans la population en 2010



Source : Insee, RP2010 exploitation principale.

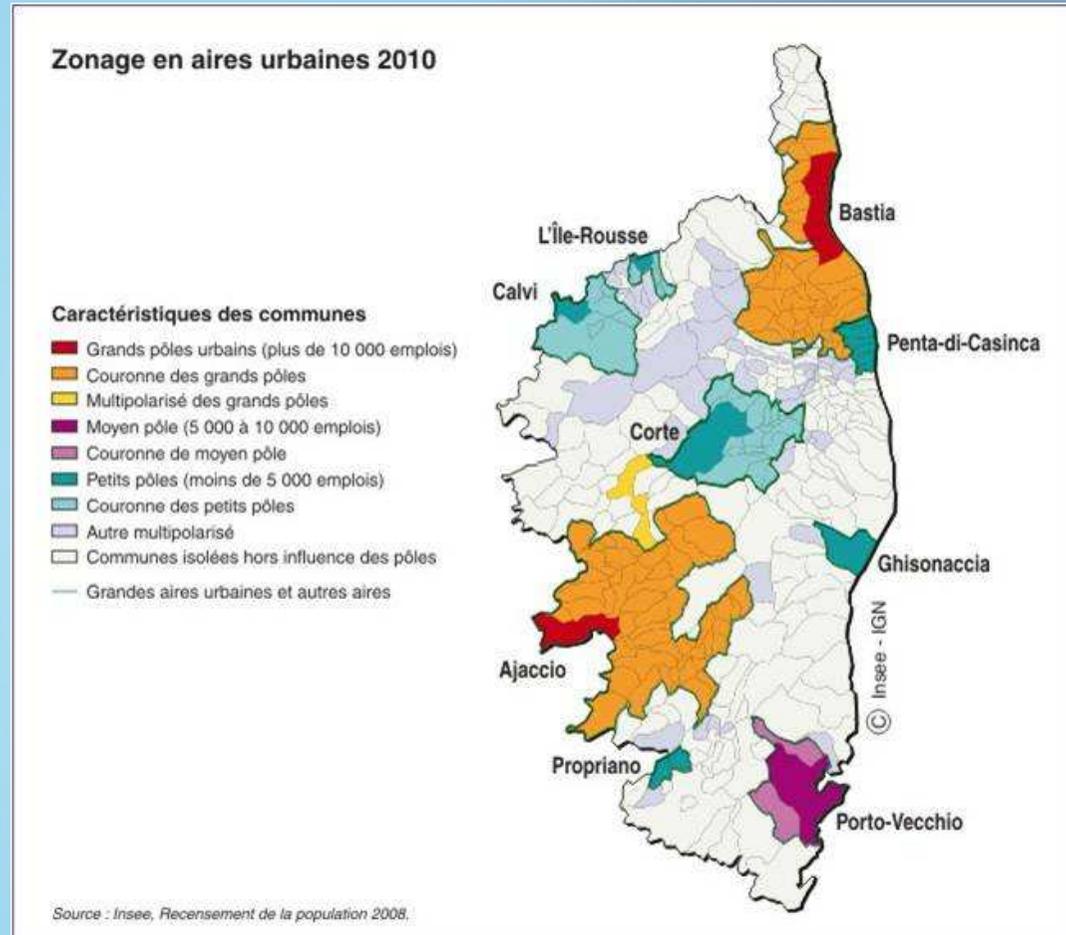
# Spécificités géographiques

## Une population concentrée essentiellement sur le littoral et dans 2 agglomérations

- 43 % des habitants vivent sur 2 % du territoire

- ¼ des **plus de 60 ans** vit dans une zone rurale

- Le **taux de pauvreté dans le rural** est de 20 % contre 12 % en France métropolitaine  
→ Il est supérieur au taux de pauvreté urbain



## Au-delà de la pauvreté monétaire ...

La pauvreté peut s'observer sous l'angle des privations, c'est-à-dire d'une **pauvreté en conditions de vie**; dans cette perspective, on s'intéresse au déficit global de bien-être matériel (difficultés de logement, retard de paiement, restrictions de consommation, critiques des caractéristiques du logement).

Qui font écho en Corse à :

- La cherté du foncier
- Des logements sociaux qui ne représentent que 9,5 % des résidences principales (15% au niveau national)
- Une forte sur-occupation des logements (12,4 % de la population vit au sein de logements sur-occupés, la Corse est la troisième région la plus touchée)
- Des temps d'accès aux services parfois longs en milieu rural
- Malgré une forte solidarité inter-générationnelle (2 fois supérieure au continent)
- Précarité énergétique

La pauvreté peut s'observer sous l'angle de la baisse du niveau de vie (ou déclassement); c'est-à-dire d'une **pauvreté subjective**

Dans cette perspective, est pauvre celui qui n'arrive pas à boucler ses fins de mois avec le revenu dont il dispose (sans jugement normatif extérieur)

Qui font écho en Corse à un **cumul bas revenu et cherté de la vie**

**La cherté de la vie : + 1,5 %** de différentiel de prix sur les **dépenses globales** par rapport au continent

Le coût plus élevé de certains produits de consommation courante, tels que l'alimentation (+8,6%) ou le carburant, contribue au **sentiment de « vie chère »** de la population insulaire.

#### Ecarts de prix entre la Corse et le continent

| Libellé de la fonction                                    | Ecart Corse/continent |
|---|-----------------------|
| Produits alimentaires et boissons non alcoolisées         | 8,6 %                 |
| Boissons alcoolisées et tabac                             | - 5,2 %               |
| Habillement et chaussures                                 | 1,2 %                 |
| Habitation*, eau, gaz, électricité et autres combustibles | 5,2 %                 |
| Ameublement, équipement et entretien courant de la maison | - 3,5 %               |
| Santé   | - 1,4 %               |
| Transports  | - 0,8 %               |
| Communications  | - 0,3 %               |
| Loisirs et culture  | - 5,7 %               |
| Hôtellerie, cafés, restauration                           | - 4,3 %               |
| Autres biens et services                                  | 9,7 %                 |
| <b>Global</b>   | <b>1,5 %</b>          |

\*hors loyers

Source : Insee, Enquête de comparaison spatiale des prix de mars 2010.



# Synthèse

| Forces  | Faiblesses  |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>-Une économie relativement protégée des crises économiques (part relative importante des emplois publics, peu d'emplois industriels...)</li><li>-Une solidarité inter-générationnelle marquée</li><li>-Une économie dynamique</li><li>-Une forte croissance démographique associée à une économie de nature présente</li><li>-Des associations nombreuses et proches du terrain</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>-Difficultés d'insertion des jeunes</li><li>-Un taux d'emploi féminin qui reste en retrait</li><li>-Une précarité des personnes âgées en partie due à des taux d'emploi féminins des générations précédentes très faibles</li><li>-Une spécialisation sectorielle orientée vers des secteurs peu rémunérateurs</li><li>-Des difficultés d'accès en milieu rural</li><li>-La cherté du foncier</li><li>-Faible proportion de logements sociaux</li><li>-Un sentiment de cherté de la vie</li><li>-Des opérateurs fragilisés par la crise</li></ul> |

# Les politiques et moyens mis en œuvre en matière

- d'hébergement et de logement
- d'emploi
- d'accès aux soins

## Trois objectifs prioritaires

### 1/ Améliorer la prise en charge des personnes sans abri ou mal logées

- Augmenter et pérenniser les places d'urgences pour répondre aux besoins tout au long de l'année (fin 2013 : 105 places HU en Corse)

### 2/ Privilégier l'accueil dans des structures permettant la réinsertion et l'accès au logement

- Garantir l'accueil en CHRS (4 CHRS = 178 places)
- Développer le logement adapté (résidences sociales, maisons relais...)
- Favoriser la captation de logements privés à loyers modérés dans le cadre de l'intermédiation locative

### 3/ Apporter l'accompagnement nécessaire pour faciliter l'accès au logement et prévenir les situations de rupture et l'expulsion locative

- Renforcer le rôle de régulation des SIAO
- Renforcer les mesures d'AVDL (Accompagnement Vers et Dans le Logement)

## Moyens financiers consacrés à ces actions en 2013

Programme « Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables »

Notification initiale 3 904 875 € + Crédits plan de pauvreté 290 896 €

**Total : 4 195 771 €**

## Trois objectifs prioritaires en Corse

### 1) Développer la construction de logements sociaux publics neufs : doubler la programmation annuelle (passer de 270 logements par an en moyenne à 500 logements par an):

- poursuivre le travail sur les politiques locales de l'habitat (PLH)
- faciliter la mise à disposition de foncier à des coûts raisonnables
- mobiliser tous les moyens financiers (Etat, CL mais aussi collecteurs 1%)
- inciter les opérateurs à développer leur politique de construction neuve de logements sociaux

### 2) Lutter contre la précarité énergétique et réhabiliter thermiquement les logements

- faciliter le repérage des logements et ménages concernés
- mettre en place une ingénierie de terrain
- mobiliser les moyens financiers de tous les acteurs
- travailler avec les artisans et entreprises pour développer la labellisation
- approfondir la connaissance des situations de copropriétés fragiles
- coordonner les acteurs au niveau régional

### 3) Faciliter l'accès au foncier pour les résidences principales

- fiabiliser, avec l'élaboration du PADDUC, la chaîne de l'urbanisme (du PADDUC aux PLU)
- mettre en place l'établissement public foncier régional, avec l'ensemble des collectivités locales
- dynamiser la politique d'accession sociale

## Moyens de l'Etat consacrés à la politique du logement en Corse aujourd'hui

1) Aides à la personne : total de 73,4 M€ par an (AL et APL)

2) Aides à la pierre :

- 3,35 M€ en 2013 pour le logement locatif social (dont 406 K€ participation Action logement)
- 3,5 M€ en 2013 pour l'ANAH et une enveloppe FART de 296 000 €

A cela s'ajoutent les moyens consacrés par les collectivités locales (CTC, CG, agglo, communes)

# Marché du travail

## DEFM catégories A et ABC – données CVS à fin août 2013

Source: DIRECCTE / Pôle emploi

|               | Août<br>2012 | Juillet<br>2013 | Août<br>2013  | Evol°<br>s/ 1 mois | Evol°<br>s/ 1 an |
|---------------|--------------|-----------------|---------------|--------------------|------------------|
| DEFM A        | 13 516       | 15 588          | <b>15 430</b> | -1,0%              | 14,2%            |
| DEFM ABC      | 16 200       | 18 623          | <b>18 375</b> | -1,3%              | 13,4%            |
| / dont femmes | 8 929        | 10 085          | <b>9 932</b>  | -1,5%              | 11,2%            |
| jeunes        | 2 746        | 3 098           | <b>3 011</b>  | -2,8%              | 9,6%             |
| 50 ans et +   | 3 209        | 3 933           | <b>3 947</b>  | 0,4%               | 23,0%            |
| DELD          | 3 725        | 4 542           | <b>4 553</b>  | 0,2%               | 22,2%            |

## Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA (cat. ABC – données brutes)

|              | Août<br>2012 | Juillet<br>2013 | Août<br>2013 | Evol°<br>s/ 1 an |
|--------------|--------------|-----------------|--------------|------------------|
| Corse du Sud | 692          | 706             | <b>698</b>   | 0,9%             |
| Haute Corse  | 998          | 1 216           | <b>1 181</b> | 18,3%            |
| Corse        | 1 690        | 1 922           | <b>1 879</b> | 11,2%            |

# 2012 : Dépenses consenties sur le champ de l'emploi et de la formation professionnelle (Etat et FSE)

| <b>PROGRAMME 102</b>   |                   |
|--|-------------------|
| <b>ACTION 1</b> – amélioration de l'efficacité du service public de l'emploi   | <b>12 132 775</b> |
| <b>ACTION 2</b> – amélioration des dispositifs en faveur de l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail |                   |
| AFPA – mise en situation d'emploi des publics fragiles ou spécifiques  | <b>808 598</b>    |
| ASS – allocation spécifique de solidarité  | <b>6 642 103</b>  |

| <b>PROGRAMME 103</b>   |                  |
|--|------------------|
| <b>ACTION 1</b> – anticipation et accompagnement des mutations économiques           | <b>3 610 930</b> |
| <b>ACTION 2</b> – accès à la qualification   |                  |
| <b>ACTION 3</b> – développement de l'emploi  |                  |
| Rémunération des stagiaires  | <b>1 943 494</b> |
| Aide zéro charge jeunes aux TPE + contrat de professionnalisation sénior             | <b>1 140 999</b> |
| <b>ALTERNANCE</b>  | <b>9 955 242</b> |
| <i>COM apprentissage</i>   | 1 000 000        |
| <i>Péréquation taxe d'apprentissage (CAS)</i>  | 1 205 846        |
| <i>Prise en charge des cotisations sociales des contrats d'apprentissage</i>         | 5 187 421        |
| <i>Prise en charge des cotisations sociales des contrats de professionnalisation</i> | 1 337            |
| <i>Crédit d'impôt pour l'embauche d'apprentis</i>                                    | 1 161 170        |
| <i>Exonération de salaire des apprentis</i>  | 1 357 070        |
| <i>Zéro charge apprentis</i>   | 42 397           |

|            |                  |
|------------|------------------|
| <b>FSE</b> | <b>3 500 507</b> |
|------------|------------------|

| <b>ETAT via ses OPERATEURS</b>                   | <b>9 082 244</b> |
|--|------------------|
| Pôle Emploi                                      | 8 503 700        |
| Pôle Emploi – Plan de mobilisation pour l'emploi | 333 098          |
| EPIDe  | 0                |
| ASP  | 245 446          |

|              |                   |
|--------------|-------------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>48 816 892</b> |
|--------------|-------------------|

# Favoriser l'accès à la santé pour tous...

## Le Programme Régional d'Accès à la Prévention et Soins pour les personnes vulnérables – programme obligatoire du Projet Régional de Santé

- **4 axes stratégiques**

- Améliorer la connaissance des comportements et des besoins des populations vulnérables
- Garantir l'effectivité des droits et l'accès à la santé
- Assurer la continuité du parcours de santé en prévenant les situations de rupture
- Agir pour et avec les populations vulnérables

## Un Plan d'Action Santé des jeunes réalisé avec l'ensemble des institutions

- Une volonté d'amplifier l'ensemble des politiques pour peser sur les déterminants sociaux
- Une attention portée aux jeunes présentant des points de rupture